

CONFRONTATIONS



EUROPE

ACTES DE LA CONFÉRENCE



Conférence
L'AVENIR DE L'EUROPE



confrontations.org



Confrontations Europe



Confront_Europe

Introduction de l'Assemblée générale du 20 juin 2017

Anne MACEY, déléguée générale, Confrontations Europe

L'Europe a 60 ans, Confrontations 25.

L'une comme l'autre, à bien des égards, sont des aventures ambitieuses et inédites. L'Europe c'est avant tout des peuples européens qui ont souvent du mal à se comprendre, qui sont rivaux, mais qui ont choisi de coopérer.

Confronter les idées pour mieux construire l'Europe est la mission de Confrontations Europe, qui a toujours visé à faire participer la société civile à la construction européenne. Confronter les perspectives d'acteurs qui souvent se comprennent mal : entreprises, fédérations professionnelles, syndicats, régions de différents pays, pour partager des diagnostics sur les grands enjeux de politique publique européenne. Confrontations Europe dialogue avec les décideurs publics européens en portant des recommandations dans le débat public européen.

Aujourd'hui plus que jamais nous devons repousser les frontières de cet ADN, tout en lui restant fidèle, jeter des ponts entre Européens, tisser nos réseaux, aider à l'émergence progressive de cet intérêt général européen à la recherche duquel nous sommes toujours.

J'aimerais positionner Confrontations Europe dans l'histoire de la construction européenne. L'association est apparue à un moment clé : en 1992 a lieu le traité de Maastricht, qui est certes un grand pas en avant, mais qui s'accompagne déjà des clivages que l'on connaît aujourd'hui sur le sens du devenir européen, la manière de construire l'Europe, sur l'impératif d'inclure les peuples et la société civile.

Confrontations Europe est une association encore pleine d'avenir si elle sait s'en donner les moyens dans ce 21^{ème} siècle, grâce à vous et, surtout, avec vous.

A travers cette conférence, nous cherchons à revenir sur la façon dont Confrontations a joué et entend continuer à jouer son rôle de passerelle entre les acteurs de la société civile et les institutions.

Nous mettrons aussi en lumière le moment particulier que nous traversons aujourd'hui en Europe. Face à la crise profonde dans laquelle se trouve l'Europe, le président Macron est résolument pro-européen et appelle à refonder l'Europe, thème cher à l'association. Un certain nombre de ses propositions entrent en résonance avec des combats menés par Confrontations : une zone euro dotée d'un budget, un ministre de l'économie et des finances de la zone euro, une Europe qui investit et protège en matière de défense mais aussi d'industrie et de services et de libertés de circulation de ses travailleurs, et des conventions démocratiques impliquant les citoyens sur les territoires, pour établir l'Europe que nous voulons.

Derrière ces intentions affichées, tout reste à pour en définir les modalités : quel projet européen mobilisateur ; quel contenu à une Europe qui protège, ouverte sur le monde mais qui prend les moyens de promouvoir ses intérêts communs et ses valeurs ; quelle organisation des conventions citoyennes et quel rôle dans le processus de refondation de l'Union face au risque de dislocation des démocraties ? Comment répondre aux fractures internes entre pays européens et au sein des pays européens ? Quel nouveau deal européen proposer, certes franco-allemand mais capable d'agréger nos différents pays européens ?

Nous commencerons par nous pencher sur le regard que portent les acteurs d'autres pays européens sur les propositions du gouvernement français pour l'Europe. Nous aborderons dans un deuxième temps les combats de Confrontations menés et encore à venir, notamment sur le projet européen de développement économique, articulé aux enjeux sociaux et de développement durable en partant de l'entreprise et de la société civile. Nous verrons aussi comment investir et préparer l'avenir, y compris dans l'investissement humain qui reste un trou noir. Nous aborderons l'impératif d'offrir du travail aux jeunes, à tous les jeunes, en les ouvrant sur l'Europe, mis en lumière par le témoignage d'un jeune de la mission locale de Bondy, avec laquelle Confrontations Europe a travaillé. Enfin nous analyserons les enjeux de rénovation démocratique à la lumière de l'expérience de Confrontations Europe et dans le contexte actuel, sur lesquels reviendra Philippe Herzog.

Première table-ronde de l'Assemblée générale du 20 juin 2017

L'Europe, notre avenir

Intervenants :

- Jean-Louis BOURLANGES, député français
- Evelyne GEBHARDT, députée européenne
- Alain LAMASSOURE, député européen
- Kalypso NICOLAÏDIS, directrice du Centre des études internationales, Université d'Oxford

Modératrice : Carole ULMER, Directrice des études, Confrontations Europe

Carole ULMER

Nous avons traversé des périodes de turbulence ces dernières années et ces derniers mois particulièrement, nous avons craint le pire. J'aimerais vous interroger sur la façon dont vous qualifiez le moment européen que nous vivons aujourd'hui. Pensez-vous que quelque chose de nouveau se passe, comment le percevez-vous ?

Kalypso NICOLAÏDIS

Confrontations Europe a perduré pendant ces 25 ans à travers les grandes interrogations sur le marché unique, l'union monétaire, l'élargissement, pour toujours réfléchir et penser les limites de la convergence réglementaire, politique, macroéconomique. Confrontations Europe a toujours été pour moi « l'UEtopie pragmatique », l'économie politique inscrite à la fois dans les grands principes et dans l'empirique. On y parle toujours de « projet » et de substance. C'est un think tank de grande influence, qui partage mes frustrations, en particulier sur l'autisme du pouvoir.

Les thèmes que nous abordions il y a dix ans avec Philippe Herzog dans l'article « Europe at fifty : towards a new single act » (Open Democracy) sont toujours d'actualité : finir le marché unique, réconcilier les Européens, penser le structurel.

Mais depuis, nous avons vécu une sorte de décennie dramatique. Aujourd'hui, on pose toujours les mêmes questions, mais avec des enjeux encore plus importants car c'est l'existence même de l'Europe qui est en jeu.

En particulier, je crois que l'Europe est en train de changer et de passer d'une problématique de l'espace à une problématique du temps. L'espace porte sur la libre circulation, les frontières, l'exclusion ; le temps est compris comme ce que l'on doit à nos enfants. Il s'agit de faire de l'Europe la gardienne du long terme. Comme les marchés, la démocratie nationale relève du court terme, comme le disait déjà Tocqueville. Si l'Europe ne peut être démocratique comme un Etat, elle doit se faire la gardienne du long terme.

Evelyne GEBHARDT

La question de l'avenir de l'Europe, de ce que nous voulons, est primordiale aujourd'hui. Beaucoup de citoyens se demandent à quoi elle sert, où elle va, quelle Europe nous voulons avoir dans l'avenir. Je suis optimiste sur l'avenir de l'Europe.

Les 60 ans de l'UE sont l'occasion de regarder l'histoire. Quand on fêtait les 10 de la Communauté européenne, la presse titrait « c'est la fin de l'Europe, ça ne fonctionne pas. » Lors des 50 à Rome, les chefs d'Etat ont tenté de faire un texte commun sans succès. Mais, cette année, pour les 60 ans, les 27 se sont retrouvés autour d'un texte qui énonce que nous devons faire fonctionner l'Europe et la démocratiser. C'est une illustration claire du sentiment de ces deux dernières années dominées par l'impression d'immobilisme. Cet immobilisme venait du fait que les gouvernements avaient perdu le sens de la solidarité et le sens de l'idée européenne. Nous le voyons sur les thèmes de la finance, l'économie, le droit d'asile et les réfugiés. Malgré le Traité de Lisbonne avec lequel on a instauré pour presque tous ces thèmes une majorité qualifiée, les acteurs européens continuent à travailler en consensus, ce qui bloque les avancements.

La politique de quotas sur les réfugiés marque le premier délaissement du consensus et l'utilisation du vote à la majorité, ce qui forme une avancée démocratique. C'est un progrès démocratique de reconnaître qu'il est impossible de travailler par consensus à 27. Si nous voulons faire l'Europe, nous devons travailler en démocratie en permettant à ceux qui veulent avancer de gérer la politique. On a donc une impression de changement positif dans les gouvernements européens. En tant que députée allemande, je suis très heureuse qu'un gouvernement pro-européen avec une politique européenne ait gagné en France. L'avancée franco-allemande a toujours été à la base des avancées européennes. Nous devons aussi faire notre travail en Allemagne, il faut voir ce que les élections vont donner en septembre. Les anti-européens n'iront pas au pouvoir, cela est certain.

Carole ULMER

Evelyne Gebhardt parle de parenthèse d'absence d'énergie sur la scène européenne, Jean-Louis Boulrangès, quelles est votre analyse de ce nouvel esprit européen, est-il présent en France ?

Jean-Louis BOURLANGES

Je pense que nous sortons d'une longue phase d'euroscpticisme. C'est parce que tout va mal que les choses se retournent en profondeur. La construction européenne a toujours vécu selon des cycles longs : le premier de 1950 à Pompidou est marqué d'efforts importants de construction d'une Europe des libertés, une Europe assez technocratique qui n'est pas parvenue, ni à travers le fédéralisme de 1954 ni à travers l'intergouvernemental du plan Fouchet, à passer à la politique. S'ensuivit un long cycle mené par Giscard d'Estaing et Schmidt, qui s'est prolongé et développé avec Mitterrand et Kohl, qu'ont été les 25 ans de construction de l'Union monétaire et potentiellement économique et de démocratisation des institutions à travers l'Acte unique européen et le Traité de Maastricht, mais aussi le triomphe des idées européennes en Europe de l'est.

Depuis le milieu des années 1990, tout s'est retourné : nous sommes tombés dans ce que Delors appelait le pratico-pratique et ce que Sartre aurait appelé le pratico-inerte. Nous avons véritablement balbutié, raté le passage de l'Union monétaire à l'Union économique, ce qui s'est soldé par une crise de l'euro qui a finalement marqué le début de la renaissance. Nous avons échoué en Yougoslavie puis sur l'affaire d'Irak à nous affirmer comme des acteurs volontaires et cohérents sur la scène internationale. Nous avons éclaté face à l'initiative américaine en Irak. Nous avons balbutié sur le plan institutionnel avec le Traité de Nice qui n'a jamais été complètement corrigé. L'Europe s'est enfoncée dans la méthode intergouvernementale.

Nous avons échoué car la menace avait disparu, nous avons l'impression que nous ne pouvions pas échouer, nous avons cessé de nous demander ce que pensait et voulait l'autre, nous lui avons demandé : « d'où viens-tu ? ». Ce repli a affecté l'UE mais aussi l'ensemble des nations européennes. Le Brexit fait coïncider le refus de l'UE avec des ébranlements intérieurs au Royaume-Uni sans précédents. Nous sommes devenus profondément individualistes, les partis de la solidarité se sont effondrés un peu partout, la social-démocratie a été profondément mise à mal par le ressentiment, et nous avons vu des partis populistes s'affirmer partout.

Ce que nous vivons aujourd'hui est la fin de ce cycle. Nous avons compris que l'Europe ne marchait pas très bien mais que nous ne réussirions rien si nous n'étions pas unis dans le monde. Nous avons découvert que la mondialisation comportait des avantages et inconvénients mais que ça n'était pas une figure que l'on pouvait récuser, mais bien une réalité avec laquelle nous devons vivre et qui nécessite des formes d'organisation différentes. Nous avons compris qu'économiquement nous ne pouvons pas réussir l'euro sans nous doter d'une politique économique commune, mais aussi que nous ne pouvons pas sortir de l'euro, comme l'a démontré l'attitude de Tsipras ou le résultat des élections autrichiennes et néerlandaises.

Nous avons vu reparaître la menace civilisationnelle de l'islamisme extrémiste qui s'adresse à tous les pays européens et qui ne peut pas s'accommoder de ripostes nationales segmentées. Nous avons vu un nouveau Yalta se profiler avec les menaces de la Russie et le risque d'abandon de Trump.

L'élection française confirme ce changement de paradigme. Pour la première fois depuis 20 ans, un candidat a hissé le drapeau européen, et énonce que c'est par la construction européenne que les problèmes se résoudront.

Tout est à inventer. L'Europe n'est pas celle dont nous avons rêvée il y a 20 ans. Le nouvel équilibre dans la mondialisation est à construire. La politique économique dans un équilibre entre la rigueur et le keynésianisme est à inventer. Le modèle démocratique est à approfondir. Ces immenses chantiers sont devant nous, nous allons cesser de détruire et recommencer à espérer. Sur cet espoir, nous allons construire quelque chose de nouveau ensemble.

Carole ULMER

Alain Lamassoure, que pensez-vous des priorités du nouveau gouvernement français ? Qu'entendez-vous derrière le slogan d'Emmanuel Macron de « l'Europe qui protège » ? Mais aussi de l'idée d'une Europe plus forte qui a son mot à dire dans la mondialisation ?

Alain LAMASSOURE

Le déclic a été le Brexit, qui a engendré une réaction des peuples et des dirigeants dans ce marasme et ce repli sur soi, ainsi que ce phénomène d'angoisse identitaire que connaissent tous les pays. Le Brexit a été la prise de conscience que la famille peut disparaître soudainement. On a accumulé les crises depuis 20 ans mais on a tout surmonté.

Une première phase du renouveau a eu lieu lorsque le Brexit est devenu concret, plus aucun Etat n'a alors souhaité sortir de l'UE. Puis, la victoire de Trump a eu deux effets : pour la première fois, dans les deux plus anciennes démocraties parlementaires du monde, le discours de mensonge assumé, de démagogie honteuse, de vulgarité, d'attaque des minorités, de discours racistes, de retour en arrière a gagné. Dans les années 1930, on aurait parlé de peste brune. Le second effet, mais aussi défi pour l'Europe, est le mépris avec lequel Trump a parlé de l'OTAN et du projet européen dont il souhaitait la destruction. Il y a alors eu un réflexe vital, par l'adoption de textes forts de la part des dirigeants, mais aussi des peuples dans les élections qui ont lieu depuis.

Un autre élément de ce déclic est la victoire d'Emmanuel Macron. Elle signifie que la France est de retour en Europe. On mesure la tragédie de l'absence de la France de tous les grands dossiers européens qui a marqué ces dernières années. La France a été, pendant cette période, le mauvais élève de l'Europe et de l'euro. Nous allons être d'ici la fin de l'année le seul pays de l'UE qui a un déficit supérieur à 3% du PIB, alors que 16 Etats sont en excédent budgétaire. La France étant hors-jeu, l'Allemagne s'est retrouvée dans une position qu'elle ne souhaitait pas et qui n'était pas saine pour l'Europe, qui était celle d'assumer le poids des décisions impopulaires à prendre.

Les volontés de Macron sont de l'affichage électoral, ce n'est pas ce que l'on va faire et ce n'est pas ce qu'il faut faire. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est prendre à bras le corps les grands sujets du moment qui ne peuvent être traités qu'au niveau européen. Sur l'agenda européen tout le monde sera d'accord, droite et gauche en France, mais aussi tous les partenaires européens. Le premier dossier de l'agenda européen est l'achèvement de la solidité de la zone euro. A partir du moment où la France remplira ses engagements, plus personne ne s'opposera au développement d'une solidarité, à la mise en place de la garantie des dépôts bancaires et la mise en place d'une capacité budgétaire. Le Royaume-Uni étant sorti de l'UE, tous les autres Etats vont être amenés à entrer dans la zone euro, donc l'Union et la zone euro se confondront, mais il faudra raisonner sur des cercles différents. La politique migratoire est également un enjeu majeur, qui met en cause la politique étrangère et la politique de développement. La réponse passe par des gardes-frontières communs mais aussi l'harmonisation des règles du droit d'asile et le développement de l'Europe de la sécurité et de la défense. Un autre dossier est celui de l'Europe du numérique.

En revanche, le thème de l'Europe qui protège je ne le comprends pas. Quand on est jeune, a-t-on besoin d'être protégé ? Il faut une Europe qui gagne et qui nous aide à reprendre notre place autour de la table où se bâtit le 21^{ème} siècle.

Carole ULMER

Evelyne Gebhardt, quelles sont pour vous les premières actions à mener pour le couple franco-allemand ?

Evelyne GEBHARDT

Je pense que la zone euro doit être mieux organisée et que nous avons besoin d'une économie commune, ce qui signifie des arrangements spécifiques à la zone euro. En revanche, je ne souhaite pas une institutionnalisation par la création d'un parlement de la zone euro, nous devons faire en sorte que tous gèrent ensemble la zone euro. Beaucoup de gens en Allemagne parlent du besoin d'une Europe de l'euro. C'est très dangereux comme voie si nous voulons une Europe politique à l'avenir.

Le couple franco-allemand dépend du résultat des élections allemandes. Si Monsieur Schäuble est à nouveau responsable des affaires financières, les avancées communautaires seront plus compliquées du fait de sa position claire et dure qui ne s'accorde pas avec l'idée européenne que je porte. D'après les sondages, nous resterons dans une grande coalition entre la CDU et le SPD, mais l'incertitude demeure. Il est intéressant de se pencher sur les discussions politiques en Allemagne. Le sujet d'une politique économique commune fut longtemps tabou mais commence à être évoqué, ce qui est une évolution très positive.

Carole ULMER

Une des propositions du gouvernement est l'organisation de conventions démocratiques, que veulent-elles dire selon vous et quelle forme prendront-elles ?

Jean-Louis BOURLANGES

Sur la question soulevée par Evelyne Gebhardt, je comprends qu'avec le départ du Royaume-Uni la zone euro se confondra assez largement avec l'UE, donc il serait absurde de créer des murs entre les deux. Quand on parle d'institutionnalisation, on peut observer une évolution des opinions, à l'image de la formidable évolution de l'opinion des autorités et des personnes éclairées en Allemagne sur la question de la coordination économique en Europe, le rôle de la BCE ou la notion de cycle. En effet, le Traité sur la gouvernance et la coordination des politiques économiques substitue à la mesure un peu simpliste du 3% hérité du Pacte de qui nous renvoie à des concepts différents, faisant intervenir la notion de déficit structurel. Cette dernière fait intervenir la notion de cycle et une notion keynésienne qui n'est pas seulement antinomique d'un effort de réforme structurelle.

Mais malgré ces évolutions, on est encore loin d'un système où l'on aurait une véritable politique économique commune, et on demeure dans une coordination des politiques définies nationalement. Une véritable politique commune ne serait pas homogène mais justement offrirait la possibilité d'être diversifiée, en répondant à l'exigence de relance pour certains et de rigueur pour d'autres. Cela implique des efforts institutionnels.

Il y a globalement deux chantiers : d'une part on considère les dépenses de transfert, avec notamment le sujet de l'assurance chômage. Emmanuel Macron a proposé une mutualisation d'une partie des dépenses de chômage, que les Allemands regardent avec circonspection. Selon eux, le chômage incarne un échec des politiques économiques menées nationalement, donc une assurance chômage européenne favoriserait l'aléa moral. On peut imaginer d'autres politiques, comme la mutualisation d'une partie des dépenses de formation. En effet, l'Allemagne reçoit des Jeunes d'Europe du sud très formés qui créent un transfert direct, donc cela pourrait s'accompagner d'une compensation.

Le deuxième domaine serait ce que j'appelle « l'article d'équilibre », c'est-à-dire l'acceptation de la dette. Nous devrions avoir une gestion commune de ce taux de déficit accepté, mais pas identique pour autant. Cela implique un pouvoir délibératif associant les autorités budgétaires. Les budgets sont largement nationaux, il faut donc trouver un moyen d'associer à une délibération collective sur les équilibres budgétaires, c'est-à-dire le semestre européen, les commissions des finances des différents parlements nationaux ainsi que les commissions budget et économie du parlement européen. Si on veut amener les parlements nationaux à avoir une approche européenne de leurs propres arbitrages, il faut une délibération les associant.

Carole ULMER

Que pensez-vous de ces idées d'approfondissement de la zone économique et monétaire européenne ?

Alain LAMASSOURE

Je n'ai pas de réponse mais plutôt des interrogations. L'assurance chômage européenne est une fausse bonne idée. Le chômage peut être du fait d'une mauvaise conjoncture ou de mauvaises politiques menées, mais aussi, comme dans le cas de la France, du fait d'un droit du travail défavorable. Mettre le poids de l'indemnisation au niveau européen revient à faire payer les bons élèves pour les mauvais.

La légitimité est centrale. Le parlement européen est perçu comme légitime pour adopter des lois, il n'est en revanche pas perçu comme légitime pour avoir un pouvoir budgétaire et fiscal. A plus forte raison, il n'est pas légitime pour décider du contenu des budgets nationaux. Le parlement européen a fait jusqu'à maintenant du contrôle et de la vérification des garde-fous.

Cependant, si on veut optimiser la croissance au sein de l'UE, il faut un concert économique européen où ceux qui en ont les moyens opèrent la relance, et ceux qui ne les ont pas mettent de l'ordre dans leurs finances publiques. Mais on se heurte à un problème de légitimité. Créer un parlement de la zone euro ne changera rien, seuls les parlementaires nationaux sont responsables des budgets nationaux. L'idée de les associer aux décisions européennes dans une assemblée interparlementaire serait un retour au parlement européen de 1979.

Un autre frein à cette politique économique commune est l'importance des disparités entre les pays. Par exemple, la France aurait besoin d'une croissance de 3% pour faire face à ses problèmes de chômage, quand l'Allemagne se satisfait d'une croissance de 1,6% étant donné que sa population baisse de 0,5% chaque année. Un autre exemple parlant est celui de l'Italie qui connaît aujourd'hui un niveau de revenu par habitant équivalent à celui de 1998.

Ce problème ne se réglera pas de manière institutionnelle, il faut une discussion politique, il faut convaincre les partenaires d'être solidaires dans la coordination des politiques nationales.

Carole ULMER

Peut-être a-t-on manqué de débat public au Royaume-Uni sur l'Europe, ce qui aurait favorisé le Brexit, que pensez-vous de l'idée des conventions démocratiques proposée par Emmanuel Macron ? Quelle est votre lecture de l'enjeu démocratique de reconnecter les institutions aux citoyens ?

Kalypso NICOLAÏDIS

Comment ne pas approuver l'idée de conventions démocratiques proposée par Emmanuel Macron ! J'ai moi-même proposé de tenir un Woodstock européen de la politique il y a quinze ans, à la fin de la Convention de 2002-2003. Il ne reste qu'à savoir comment et sur quoi se tiendra cet évènement. Quand on parle de débat démocratique, il ne faut pas s'intéresser uniquement au processus mais aussi à l'objet du débat. En l'occurrence, comme nous parlons ici à Confrontations de la zone Euro, il faut partir du constat que le sujet concerne les peuples. Il s'agit de se demander collectivement en Europe ce qu'on va faire à deux niveaux : d'un côté le débat éternel qui anime le couple franco-allemand clivé entre le partage du risque (budget commun, eurobonds) et la réduction du risque (contrôle des déficits budgétaires, union bancaire) ; et de l'autre le débat sur le niveau de centralisation de cette gestion d'une monnaie commune. Etant donné l'importance de la question de la légitimité, cette deuxième dimension ne doit pas être escamotée. Il y a fort à parier que les publics qui participeront au débat ne seront pas enthousiastes quant à l'idée que les arbitrages budgétaires nationaux puissent se faire à Bruxelles.

Il faut donc être vigilant dans l'enthousiasme de la reprise européenne, la légitimité d'action de Bruxelles n'est toujours pas solide. Pour que nous agissions réellement ensemble, coordonnions nos politiques et développons des actions solidaires, il faudrait moins de centralisation et plus d'ouverture des peuples les uns aux autres, ainsi que le développement d'une réelle empathie interne. Comment peut-on parler de démocratie en Grèce quand un demi-million de jeunes grecs sont partis ailleurs en Europe, renonçant ainsi à leur point d'impact démocratique le plus fort ? Il faut penser à la circulation des cerveaux qui fera suite à la fuite des cerveaux, et qui pourra ainsi donner un vrai souffle aux démocraties nationales.

Sur le sujet du Brexit, j'ai peur que le réflexe européen soit de faire des Anglais la victime sacrificielle : grâce à leur sortie, l'Europe redémarre. Je dirais plutôt : si cette victime nous a rendu service, ne peut-on pas en échange être le plus magnanime possible, se mettre d'accord pour obtenir un Brexit intelligent, qui continuerait à traiter les Anglais comme des partenaires mais aussi comme un ancien Etat membre ? La question posée lors du vote sur le Brexit qui portait sur le niveau de contrôle des démocraties nationales se pose encore et partout. Les conventions démocratiques devront aussi tirer les leçons du Brexit et peuvent aider à relever le défi démocratique, dans un chaos pluraliste incluant toutes les générations et formant une vision d'avenir.

Deuxième table-ronde de l'Assemblée Générale du 20 juin 2017

Enjeux économiques et sociaux

Intervenants :

- Laurent BERGER, Secrétaire général de la CFDT
- Philippe WAHL, Président du groupe La Poste

Modérateur : Edouard SIMON, Pilote de groupes de travail, Confrontations Europe

Edouard SIMON

Pour entamer cet échange entre Philippe Wahl, président directeur général du groupe La Poste, et Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, sur les enjeux économiques et sociaux majeurs pour l'avenir de l'Europe, il me semble utile de revenir sur une notion qui a quelque peu disparu des débats publics ces dernières années et qui est celle de marché.

J'aimerais partager avec vous une lecture récente. Dans *Ce que l'argent ne saurait acheter*, Michael Sandel (professeur de philosophie politique à Harvard) se propose de réinterroger les limites morales du marché et adopte une posture critique :

« Le marché et les valeurs marchandes ont envahi des sphères de la vie où ils n'ont pas leur place », écrit-il notamment.

Si on peut s'accorder sur la nécessité de repenser la fonction du marché dans nos sociétés, le marché ne peut absolument pas être résumé – comme le fait Sandel mais d'autres également dans une approche moins rigoureuse – aux seules valeurs marchandes, c'est-à-dire à la seule application des règles de concurrence et aux mesures de libéralisation. C'est en tout cas le message et l'option que porte Confrontations de longue date.

Comme Philippe Herzog le rappelle souvent, le marché c'est également des biens publics qui s'adosent à cet espace économique. C'est ce double mouvement : libéralisation / construction de protections sociales, décrit tout d'abord par Polanyi et approfondi largement par Philippe. Cette perspective – plus globale et plus juste – du marché est porteuse de sens et donc d'espoir car de projets.

Quels sont ces projets ? Quelles sont ces biens communs européens qui doivent ou devront s'adoser sur l'étendue du Marché intérieur, voire sur le troisième Cercle d'Européens que Confrontations appelle de ces vœux ? Que voulons-nous partager entre Européens, faire ensemble ?

Stratégie industrielle partagée, investissements de long terme pour préparer l'avenir, investissement et valorisation du capital humain pour permettre à chacun de trouver sa place, éducation et culture pour souligner ce qui nous rapproche tout en ne niant pas nos différences. Ce sont là quelques-uns des combats et quelques-unes des options défendues par Confrontations depuis son origine, combats partagés avec le groupe La Poste et la CFDT.

Alors, aujourd'hui, alors qu'un nouvel horizon semble pouvoir s'ouvrir pour les Français et les Européens, c'est sur ces projets, ces biens communs qu'il nous faut construire et sur leur adossement à l'espace économique du Marché intérieur, que je souhaiterais vous interroger Messieurs.

Quels sont ou doivent être nos priorités ?

Et comment les atteignons-nous ? La question de la méthode étant peut-être aussi importante que celle des objectifs ?

Philippe WAHL, Président du groupe La Poste

Le Groupe La Poste est un acteur européen, et le premier transporteur de colis en Europe est la Poste française.

Le groupe n'oublie pas les missions de service public (d'intérêt général) :

- La distribution de la presse est essentielle, même si son importance régresse parmi les autres médias. Elle est essentielle au droit et à la liberté de communication.
- Avec les élections présidentielle et législative, une déchirure du territoire était visible. L'aménagement du territoire est donc une politique publique soutenue par un service économique d'intérêt général.
- Quant à l'accessibilité bancaire, les banques classiques segmentent leurs clients et excluent donc de façon volontaire ou involontaire. Il y a donc la nécessité d'une inclusion bancaire dont se charge la Banque postale.

Dans un espace d'échanges européen, le service public du courrier et du colis est vital pour assurer le fonctionnement d'un marché, même si le courrier traditionnel régresse à toute vitesse.

Très attaché au fonctionnement de ce marché, le groupe La Poste essaie d'être un leader dans ses métiers en interagissant avec les autorités européennes dans le cadre du Digital Single Market, ainsi que des politiques industrielles à mener. Depuis 10 ans, 450000 emplois ont été supprimés dans les Postes de l'ensemble de l'UE et c'est là le résultat de l'évolution même des technologies. Le numérique transforme le comportement des clients et a eu pour conséquence de marginaliser le courrier traditionnel au profit du numérique.

Le marché du numérique européen fonctionne normalement. Or, aucun des leaders du monde numérique n'est européen aujourd'hui, ce qui ne retire rien au fait que notre espace économique est la première puissance économique dans le monde. Mais nous n'avons ni Amazon, ni Ali Baba, ni les grands leaders à venir du monde numérique.

Il est intéressant de s'interroger sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas de leader mondial en Europe dans le numérique.

Nous attachons la plus grande importance à ce que les autorités publiques européennes intègrent la nécessité de développer un marché numérique qui profite à d'autres entreprises que les entreprises américaines et chinoises. Se protéger dans un monde concurrentiel n'est pas possible.

Dès lors que l'on parle des enjeux économiques et sociaux, l'important est d'avoir des marchés européens qui fonctionnent et qui aident les entreprises européennes à émerger en tant que leaders en Europe et dans le monde. De ce point de vue, le nouveau fonctionnement du marché numérique impose des exigences de concurrence absolument majeures, ce qu'on appelle le « same level playing field » de fiscalité et de traitement social. C'est comme cela qu'il faut intégrer le numérique dans le marché européen.

Le besoin d'un grand acteur européen économique comme La Poste est que l'UE et le marché européen fonctionnent et aient des réponses pertinentes aux nouveaux enjeux du numérique.

En plus d'être un acteur européen, et d'avoir besoin d'un marché qui fonctionne aux bonnes normes de l'économie numérique aujourd'hui, je pense qu'il y a besoin d'un projet européen économique et social, qui en même temps dépasse nos frontières. La vision stratégique que la Chine projette à travers sa double route de la soie est un défi pour nous, Européens. J'aimerais que la société européenne, les institutions européennes, les forces sociales européennes projettent un modèle économique, industriel et social qui soit, non pas la réplique de la double route de la soie, mais qui montre notre capacité à déborder de notre nombril européen pour nous projeter dans une solution pour la planète toute entière car notre modèle (liberté démocratique, économie de marché, protection sociale) est un modèle qui, certes doit se transformer, mais qui est un modèle enviable pour la totalité de la population mondiale.

Edouard SIMON

La CFDT s'est toujours positionnée en pointe sur les questions de rénovation. Il existe un certain nombre de défis qui viennent impacter nos structures économiques. Comment appréhendez-vous ces défis ? Comment la mutation des structures collectives vient-elle impacter nos modèles sociaux ? Comment crée-t-on de nouveaux biens communs et de nouvelles solidarités sur le marché intérieur ?

Laurent BERGER, Secrétaire général de la CFDT

La CFDT est concernée par l'articulation entre la performance économique et la justice sociale (protection sociale). Il y a néanmoins parfois un manque d'intégration de la nécessité démocratique dans ce processus.

L'Europe est évidemment un marché dans lequel il faut des régulations, de la libre circulation. On voit bien dans l'actualité que l'un va avec l'autre bien qu'ils soient parfois difficiles à articuler.

Il faut ré-impliquer les citoyens et cela nous semble totalement nécessaire au niveau du syndicalisme européen. C'est un projet de société que porte la CFDT.

On n'a pas suffisamment parlé de l'Europe comme une communauté humaine ou comme un modèle de société.

L'Europe, c'est une certaine compétitivité économique, mais c'est aussi un modèle social qui n'est plus adapté aujourd'hui aux réalités du marché du travail. Ce sont des services publics qui permettent une cohésion sociale, et c'est également un espace démocratique.

Le défi de demain est de remettre de la démocratie et de la confrontation des idées dans un dialogue social, à tous les étages dans la construction européenne. C'est cette capacité à confronter les opinions divergentes et à réinventer notre progrès social que la CFDT souhaite promouvoir.

Il faut s'interroger au niveau européen sur ce qu'est l'Entreprise, son sens et ses finalités, sujets totalement absents des débats nationaux pour l'heure.

Il faut repartir de la réalité vécue par les citoyens, pour s'interroger à propos la finalité des services publics en Europe.

Questions du public

- Par rapport au sujet de la firme et de la plateforme, le problème est que la plateforme oublie complètement le système social dans lequel s'inscrit l'économie. Par conséquent, l'idée de la refondation d'une protection sociale de l'employé ne devrait-elle pas être portée au niveau européen ?
- On peut trouver dans le traité de Lisbonne des propositions de coopérations stratégiques pour la défense (« Coopération structurée permanente »). Il serait donc important en termes stratégiques de créer de nouvelles coopérations avec quelques Etats qui le souhaitent et qui se font confiance pour les étendre, avec l'accord de chaque Etat.

Philippe WAHL

Le plus important est la vision. Quelle est notre vision de notre rôle sur la planète ? Pour le logisticien que je suis, je ne peux pas m'empêcher de me rapprocher d'une dimension fondamentale de notre métier qui est celle de la géographie. La géographie des logisticiens définit le fait que nous sommes sur la même plaque territoriale que la totalité de l'Afrique et qu'une immense partie de l'Indonésie et de l'Asie.

D'un point de vue économique, quelle est la vision que nous avons de notre rôle et de la projection de notre modèle ? Pourquoi est-ce intéressant pour un chef d'entreprise ?

Avoir une vision, formuler un projet pour l'ensemble de la diagonale africaine, et l'ensemble de l'Indonésie et de l'Asie, permet de projeter du mouvement, des infrastructures, de la croissance, de la satisfaction de nouveaux besoins économiques et sociaux, ce qui est bénéfique pour un chef d'entreprise.

A l'extérieur de l'Europe, nous Européens sommes trop habitués à nos 3%, à notre politique commerciale commune, à tous nos outils européens, alors que nous devrions commencer par notre vision sur la planète. Il s'agit de considérer que ce qui arrive à des milliards d'êtres humains est aussi

notre affaire, et que face au projet de la double route de la soie, il y a un projet européen dans lequel il faut donner une dimension stratégique puis économique et sociale.

La plateforme n'est pas mauvaise en soi, elle doit être régulée, au titre des droits sociaux de nos travailleurs et des droits économiques des concurrents de cette plateforme. Car une plateforme qui ne paie pas d'impôts, qui ne respecte pas les mêmes règles, cela pose un problème.

Laurent BERGER

La plateforme est une superposition de deux modèles d'organisation. Ce n'est pas la fin de la firme non plus.

Ces plateformes créent des liens de dépendance économique à l'égard des travailleurs. En France, on a commencé à organiser ces travailleurs pour la défense de leurs droits élémentaires, mais aussi pour agir sur la régulation nécessaire de cette plateforme.

La fameuse loi travail exige des responsabilités de la part des plateformes à l'égard des travailleurs, en termes de santé et de sécurité. Mais il faut aller beaucoup plus loin.

La capacité d'organisation collective est importante pour faire face au lien de dépendance, voire d'exploitation. La question de l'apprentissage et de l'Erasmus devrait davantage être abordée. Il faut que l'on ait plus de politiques à hauteur d'homme.

Troisième table-ronde de l'Assemblée générale du 20 juin 2017

Investissement de long terme et investissement humain

Intervenants :

- Edouard JOZAN, Directeur de la stratégie des investissements chez Allianz
- Emmanuel MASSÉ, Chef du Trésor des Politiques économiques et des Affaires européennes
- Edoardo REVIGLIO, Chef économiste à la Cassa Depositi e Prestiti

Modératrice : Marie-France BAUD, Coordinatrice du bureau de Bruxelles, Confrontations Europe

Marie-France BAUD

Nous allons revenir sur l'enjeu économique et social pour la reprise de l'emploi, mais aussi sur l'enjeu de la croissance que représente l'investissement de long terme. L'investissement de long terme est un sujet sur lequel Confrontations travaille depuis longtemps et qui illustre notre ADN puisque nous travaillons aussi sur l'articulation de l'analyse macroéconomique et de l'analyse microéconomique. Pourquoi l'investissement de long terme ? Parce que c'est aussi caractéristique d'une Europe qui gagne, d'une définition d'enjeux stratégiques et donc un sujet fondamental. Nous examinerons d'abord la situation générale de l'investissement en Europe avec Emmanuel Massé, chef du Trésor des Politiques économiques et des Affaires européennes. Puis nous nous focaliserons sur un aspect qui est également cher à Confrontations : l'investissement dans les infrastructures sociales avec Edoardo Reviglio, chef économiste à la Cassa Depositi e Prestiti, qui nous donnera l'état des lieux d'une Task Force spécifique montée au niveau de la Commission européenne. Nous terminerons avec Edouard Jozan, directeur de la stratégie des investissements chez Allianz qui est un acteur puissant de l'assurance, mais aussi de l'investissement, y compris dans le monde.

Emmanuel MASSÉ, chef du Trésor des Politiques économiques et des Affaires européennes

Que s'est-il passé quant à l'évolution de l'investissement dans la zone euro au cours des vingt dernières années ?

Premier constat : l'investissement a d'abord baissé avec la crise de 2008, puis ensuite avec la crise de la zone euro en 2011-2012-2013. On a aujourd'hui un taux d'investissement dans la zone euro qui est sensiblement inférieur à celui qu'on observait avant la crise.

On sait tous le rôle que joue l'investissement sur la croissance future, sur la productivité, sur les capacités de production. C'est donc un élément fondamental, et perdre 2 ou 3 points d'investissement est absolument considérable.

Deuxième constat : les évolutions du taux d'investissement sont assez différentes selon les pays européens. L'Italie est le pays le plus inquiétant en termes d'investissement en Europe : ses taux d'investissement sont plus faibles que ceux que l'on pouvait observer avant la crise.

L'Espagne se caractérise par un « boom » immobilier qui a conduit à de grands volumes d'investissement, puis à l'explosion de cette bulle et donc à un cycle économique extrêmement marqué en Espagne.

La France résiste bien en termes de volume d'investissement. La France ne fait pas partie des pays qui ont le plus reculé et est restée plutôt stable. Néanmoins, on reste à des niveaux qui ne sont pas exceptionnels.

L'Allemagne est structurellement plus basse, mais n'a pas vraiment subi le choc de la crise en termes de niveau d'investissement.

La deuxième question que l'on peut se poser est la suivante : parle-t-on d'investissement public ou d'investissement privé ?

Le financement d'une école, de la défense, sont essentiellement des investissements publics par exemple. Le financement de l'équipement ou des locaux pour une entreprise sont des investissements privés. Il peut y avoir des évolutions contrastées entre investissement public et investissement privé.

En Allemagne et en France, le niveau d'investissement privé est resté plutôt stable, même avec la crise. Par contre, les pays du Sud de l'Europe (Espagne, Portugal, Italie, Grèce) ont connu un choc très important, une baisse sensible, voire un effondrement de leur investissement privé. Cet investissement dépend de l'activité des entreprises. La raison principale au recul de l'investissement privé est la très forte augmentation des taux d'intérêt (souverains en particulier) dans ces pays du Sud de la zone euro.

On incrimine souvent les règles budgétaires (qui peuvent avoir un impact sur les taux d'investissement) alors que les taux d'intérêt de marché ont conduit à une baisse de l'investissement privé.

L'Allemagne voit son investissement public augmenter pendant la période. Ce pays ne finançait pas beaucoup d'investissements avant, et en finance un peu plus aujourd'hui.

En France, le niveau d'investissement public diminue légèrement. Quant aux pays du Sud de l'Europe, on remarque une baisse très sensible du taux d'investissement public.

Ces développements questionnent fondamentalement l'avenir de l'Europe et sa capacité à investir dans le futur, que ce soit par les acteurs publics (investissement public) ou par les acteurs privés (investissement privé). Comment faire pour remonter le taux d'investissement et ainsi assurer un taux de croissance suffisant à l'avenir ?

Il est important d'insister sur la nature des investissements : tous ne se valent probablement pas. Un investissement dans l'immobilier n'est pas un investissement dans le capital humain. Les chiffres montrant les niveaux d'investissement des différents pays européens ne montrent pas vraiment qu'il existe différentes natures d'investissement.

Trois investissements sont fondamentaux pour l'avenir :

- L'investissement en recherche et développement, dans lequel la France n'est pas leader mais sa position au niveau mondiale est honnête, similaire à la moyenne européenne. On est encore loin de l'objectif des 3%, avec une moins bonne performance que les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon. L'Allemagne, le Danemark et les pays nordiques sont plus performants au niveau européen. Pour les années à venir, des investissements sont à faire en Espagne, en Italie et en France sur le sujet de recherche et développement. Par conséquent, comment peut-on stimuler cet investissement privé, ou financer cet investissement public ?
- L'investissement dans la diffusion du numérique dans les entreprises françaises, qui est globalement insuffisant en France.
- L'investissement dans le capital humain, qui représente la formation initiale et la formation continue. La France recule depuis une quinzaine d'années dans les classements internationaux d'investissement dans le capital humain. C'est le point le plus inquiétant en termes d'évolution des niveaux d'investissement.

Comment stimuler l'investissement via les politiques publiques ? Le sujet de l'investissement public se télescope complètement en raison du budget et du respect des règles. Cela amène l'idée d'un budget européen qui pourrait financer le capital humain.

Quant à l'investissement privé, on peut remarquer que sont déjà mis en place des outils au niveau européen, comme le plan Juncker (300 milliards d'investissement) qui permettrait de stimuler le numérique et la recherche et le développement, par exemple. Au niveau des politiques publiques, comment peut-on stimuler l'investissement ?

Edoardo REVIGLIO, Chef économiste à la CDP

L'investissement dans les infrastructures sociales concerne l'éducation, la santé et le logement social. La Task Force, lancée par l'Association européenne des investisseurs de long terme (ELTI) vise à encourager l'investissement dans les infrastructures sociales.

Les travaux de la Task Force sur l'Infrastructure sociale portent sur :

- Les perspectives démographiques et le chômage croissant des jeunes, qui sont des enjeux immenses pour les finances publiques et la pérennité des systèmes de sécurité sociale.
- Le fait que nous devons regagner la confiance des citoyens européens.
- L'envoi d'un message politique clair : l'UE protège ses citoyens, à commencer par les jeunes et les seniors.

Ces mesures sont bénéfiques puisque l'activité des soins est génératrice d'emplois et de croissance.

Au niveau européen, nous devons :

- Adopter une couverture complète des crèches pour accroître l'emploi des femmes.

- Faire en sorte que les écoles et les universités répondent aux défis initiés par les changements des modèles éducatifs.
- Assurer des soins de long terme pour les séniors qui reposent sur les familles et la protection sociale.
- Rendre le logement abordable pour les jeunes familles et les nouveaux citoyens venant de l'extérieur de l'UE.

La Task Force se répartit en deux groupes de travail pendant l'année 2017 et a soumis deux rapports à la Commission européenne :

- Un premier rapport sur les besoins d'investissement actuels et futurs dans le secteur public avec Lieve Fransen

Il examine le potentiel déficit d'investissement dans l'infrastructure publique, en particulier dans les secteurs prioritaires (éducation, santé, logement abordable) en estimant la demande future d'infrastructure sociale et de services. Il examine également la faisabilité d'intégrer des métriques de *public value* dans l'évaluation des projets.

- Un second rapport sur les modèles et sources de financement d'investissements futurs avec Steve Wright et Edoardo Reviglio.

Il existe une exigence de nouveaux modèles de financement pour les secteurs intensifs en services : plateformes pan-européennes et plus grande standardisation des marchés publics et mécanismes de financement, mécanismes de paiement mieux corrélés aux métriques de *public value*.

Il analyse la demande des investisseurs de long terme en produits financiers adossés aux infrastructures sociales, et étudie les freins au financement des infrastructures sociales rencontrés par les banques et investisseurs institutionnels.

Les objectifs de cette Task Force sont les suivants :

- Passer en revue le financement de l'infrastructure sociale dans l'UE, comprendre comment et dans quelle mesure ces projets peuvent être transformés en « initiatives d'investissement ».
- Formuler des recommandations pour développer une offre de projets plus substantielle, tout en évaluant la disponibilité des sources et des instruments de financement.
- Définir le concept de *public value* et élaborer des métriques pour intégrer différentes formes de *public value* aux projets d'investissement social.

Les résultats de la Task Force peuvent être pertinents pour les investissements européens, à travers les fonds structurels européens, la BEI et d'autres entités.

Les disparités entre les Etats membres deviennent de plus en plus grandes. Il faut donc créer plus de convergence et de cohésion entre les différentes politiques nationales. Nous avons besoin d'un affaiblissement des tensions politiques.

Edouard JOZAN, Directeur de la stratégie des investissements chez Allianz

Les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance font partie de notre ADN sur l'ensemble de nos actifs, et ne s'arrêtent pas seulement aux investissements.

Allianz est un acteur européen qui gère environ 600 milliards d'actifs sous gestion et l'ambition est que tous les actifs sous gestion soient cohérents avec les principes sociaux, environnementaux et de gouvernance évoqués aujourd'hui.

L'infrastructure aujourd'hui représente environ 4 à 5% de nos actifs globaux (environ 30 milliards sur 600 milliards d'actifs). Ce montant va augmenter dans les prochaines années.

Pourquoi l'infrastructure est-elle un actif naturel pour un acteur comme Allianz ? Notre métier consiste à couvrir des risques, à accompagner nos clients, soit pour leur épargne, soit pour leur retraite. Nous avons donc des engagements envers nos clients sur le très long terme, parfois sur 20 ou 30 ans.

L'infrastructure consiste à financer des projets divers et variés, qu'ils soient sociaux, de transport, environnementaux, et est également un engagement de financement sur le long terme. Il y a une adéquation (un *matching*) entre l'actif et le passif qui se traduit dans l'infrastructure.

Le souci pour les assureurs est que les régulateurs demandent de mettre de l'argent de côté (capital risque) pour couvrir le risque sous-jacent aux investissements. Historiquement, l'infrastructure a eu tendance à être un peu plus taxée. Nous devons mettre un peu plus d'argent de côté pour couvrir ce risque, alors que cet actif était naturel. Un de nos engagements forts a donc été un engagement de lobbying pour faire bouger les lignes et il y a eu des améliorations, des aménagements qui ont permis, aussi bien à Allianz et à d'autres assureurs d'élargir leur investissement dans l'infrastructure. Quels sont les types d'actifs dans lesquels nous investissons ? Principalement en Europe, dans toutes les palettes des actifs, que ce soit des champs d'éoliennes, nous détenons dans le monde suffisamment d'électricité pour alimenter une ville et une agglomération comme Paris.

Nous sommes très impliqués dans l'écosystème, dans l'innovation du numérique, dans les investissements en direct dans des start-ups, mais également nous nous engageons de plus en plus dans l'investissement ayant un impact social (« impact investing »). Nous cherchons aussi des pistes pour engager les fonds d'Allianz dans ces classes d'actifs.

L'approche d'Allianz est une approche de partenariats avec les organismes qui ont besoin de financement, ainsi qu'avec les autorités publiques qui co-investissent dans le cadre du plan Juncker.

Nous souhaitons accompagner le développement d'infrastructures en Europe et demandons à avoir accès à encore plus de solutions et d'opportunités d'investissement.

Témoignage sur l'emploi des jeunes pour l'Assemblée générale du 20 Juin 2017

Intervenants :

- Modibo DJIRE, stagiaire Garantie Jeunes
- Laïla BEN ACHOUBA, responsable « Entreprises et Partenariats », Garantie Jeunes, Mission locale de Bondy

Modératrice : Katarina CIRODDE, chargée de mission, Confrontations Europe

Katarina CIRODDE

Confrontations Europe a mené des projets sur l'emploi des jeunes et l'Europe fin 2015 – début 2016 à Bondy et Sarcelle et fin 2016 à Lille et à Roubaix. Ils visaient à sensibiliser les jeunes aux initiatives européennes pour pouvoir favoriser un débat avec les représentants des institutions européennes et des associations, et donner également la voix aux jeunes.

Nous nous centrons ce soir sur la « Garantie Jeunes ». Il s'agit de la déclinaison en France d'une initiative européenne « la Garantie européenne pour la jeunesse » qui cible tous les jeunes de moins de 25 ans et vise à leur proposer soit un stage, soit un apprentissage, une formation ou un emploi s'ils se retrouvent au bout de quatre mois sans rien. L'UE a beaucoup investi dans cette initiative (plus de 6 milliards d'euros) et a mis l'accent sur une démarche multi-partenaire. La mission locale de Bondy a été la première à se lancer dans ce dispositif dès 2013.

Modibo Djire (24 ans), Stagiaire de la Mission locale de Bondy

Je suis issu d'un BTS comptabilité et gestion. J'ai voulu faire une année en « général » qui n'a pas abouti, je me suis donc dirigé vers l'alternance mais je n'ai pas trouvé de patron. J'ai mené ma recherche d'emploi seul, ce qui était compliqué. Je me suis donc tourné vers la Mission locale de Bondy. La Mission locale consiste à aider les jeunes dans leur recherche d'emploi, apprendre à se connaître, à avoir un projet professionnel, comment l'exposer.

Ils m'ont proposé d'intégrer la Garantie Jeunes. Il s'agit d'un dispositif composé de plusieurs ateliers qui permettent le développement personnel : pouvoir se connaître, gérer le stress, savoir comment effectuer des recherches d'emploi et exposer son projet professionnel.

Le dispositif se déroule sur un an, dont un mois intensif à la Mission locale (développement personnel, ateliers de recherche d'emploi) et ensuite nous devons y retourner deux fois par mois pendant un an pour pouvoir exposer les recherches plus en détails.

J'aimerais devenir assistant d'import-export. Je reviens d'un long voyage en Afrique qui a duré plus de huit mois grâce auquel je me suis imprégné de la culture et j'ai identifié certains besoins et j'ai

voulu essayer de tirer mon épingle du jeu en ayant le projet de faire importer certains produits au Mali.

Laïla Ben Achouba, Responsable « Entreprises et Partenariats », Mission locale de Bondy

Le dispositif Garantie Jeunes est un dispositif d'Etat financé par le fonds européen qui accompagne les jeunes de manière renforcée pendant un an. La Garantie Jeunes s'adresse aux jeunes les plus éloignés de l'emploi qui ont entre 16 et 25 ans.

Ce dispositif commence avec un mois d'ateliers collectifs, principalement axé sur le développement personnel, sur la connaissance de soi, sur le savoir-être.

Le problème est que la Mission locale a peu de relais en termes de partenaires extérieurs, et plus particulièrement avec les entreprises. Nous avons beaucoup de difficultés à mettre en pratique ce que l'on enseigne aux jeunes pendant le mois d'ateliers collectifs.

On a besoin de mettre les jeunes en stage et en situation professionnelle alors que très peu d'opportunités s'offrent à eux, à part dans la vente du prêt à porter, la vente ou l'hygiène des locaux.

L'efficacité de la Mission locale est évaluée sur des données quantitatives (le nombre de sorties positives, c'est-à-dire le nombre de jeunes placés en emploi, en formation, ou en stage pour une durée minimale de 4 mois à temps plein) mais cela ne prend pas en compte tout le travail qualitatif qui a été fait en amont (par les conseillers, les accompagnants). Le savoir-être n'est pas évaluable sur le court terme mais bien sur le long terme.

Intervention du Président fondateur de Confrontations Europe à l'Assemblée Générale du 20 Juin 2017

Genèse de Confrontations et perspectives de rénovation du politique

Marcel GRIGNARD, président de Confrontations Europe

Il y a vingt-cinq ans, avec Jean-Pierre Brard, Jean-Christophe Le Duigou, Jean Peyrelevade et Michel Rocard, tu as fondé Confrontations. Il faut se mettre dans le contexte de l'époque. Tu portais déjà une analyse de crise politique et sentais le besoin de la dépasser. Quelle était ta vision des choses à ce moment-là ? Quelle était ta principale motivation quand vous avez fondé Confrontations ?

Philippe HERZOG, président fondateur de Confrontations Europe

Aux origines, il y avait une discussion entre Claude Fischer, Michel Rocard avec qui j'ai commencé mon activité professionnelle

En 1989, j'étais en tête de liste du parti communiste que je représentais aux élections européennes, mais j'étais trop en faveur de l'Europe par rapport au parti et donc en conflit ouvert en pleine campagne. J'étais dans un contexte de crise interne sérieuse de décomposition du parti, dans le contexte de la chute du communisme, de la fin des deux blocs, de changement du monde. J'ai fait partie des réformateurs, mais je suis sans doute l'un de ceux qui se sont le plus éloignés du parti communiste. Je ne me suis pas rapproché d'autres partis politiques.

J'avais vécu la crise d'une union politique en profondeur, la crise de la gauche. On dit aujourd'hui qu'en 1994 les socialistes ont fait des chiffres infâmes, aux élections nationales comme aux élections européennes, et cela montre que l'union de la gauche n'a pas marché au gouvernement.

Dans ces conditions, Confrontations est une formidable aventure politique. On a créé une association qui était une ébauche de mouvement politique : association de société civile, mais voulant prendre la parole dans le champ politique. C'était une association délibérément mixte. Cette diversité répondait à une fatigue vis-à-vis d'organisations fermées, rivales, qui n'arrivent pas à partager le moindre projet politique. Notre mot d'ordre était confrontations pour une conflictualité viable, ouverte et constructive.

Le but était de construire l'Europe par-delà les oui et les non puisque l'objectif n'est pas d'avoir raison mais bien de construire une Europe.

A la question de l'emploi, la solution passe par la co-gestion entre patronats et syndicats.

Emploi, formation et production sont à articuler, et c'est ce que font les Scandinaves.

Une autre question est : comment construire une nouvelle croissance ? Une question s'est donc posée sur l'entreprise et les territoires. Il s'agit de comprendre comment les collectivités territoriales peuvent devenir des acteurs territoriaux pour résoudre les problèmes de désindustrialisation.

Le mot d'ordre de Confrontations Europe est « former une société en Europe » (trouvé en 2001).

Il y a des sociétés derrière les institutions et il faut le rappeler.

Marcel GRIGNARD

Nous sommes à un moment où il y a un vent d'optimisme qui souffle chez les pro-Européens.

Il y a une dimension culturelle à la crise que l'Europe vit. Quelles sont les priorités incontournables dans un moment comme celui-ci où nous pouvons progresser en Europe ?

Philippe HERZOG

Nous ouvrons un crédit à Macron mais le problème est que Macron oublie les sociétés. Derrière Macron, il y a une société complètement en morceaux et dont 40% ont voté pour l'Europe. Donc 60% sont eurosceptiques. Il a vraiment besoin de l'esprit de Confrontations. Si la société française n'arrive pas à être mobilisée pour résoudre un peu mieux ses problèmes intérieurs, il n'y arrivera pas.

Les politiques doivent se tourner vers la société, la prendre à témoin, faire la pédagogie du problème, et pas seulement amener des bouts de programmes. Ils doivent donner une vision du redressement, sinon les masses n'y reviendront pas. Il faut dire où on va, donner un projet clair : programme n'est pas projet. Le monde se réjouit de Macron parce qu'on a évité des choses graves en France mais il faut quand même voir que le projet de la France en Europe ne peut pas se résumer à protéger les Français. L'Europe est là pour nous faire bouger, nous apprendre à travailler avec d'autres, nous éduquer avec d'autres, être mobiles avec d'autres. Si on n'explique pas ça aux Français, on n'arrivera pas à régler nos problèmes de dette publique et autres.

Aujourd'hui, il nous faut un projet européen là où les Américains sont défailants. Le devoir des Européens sera d'ouvrir une fenêtre aux Anglais pour ne pas qu'ils aient l'impression de tomber à la trappe. On a donc cette situation où il faut une vision de l'Europe dans le monde, il faut qu'elle se projette en matière de sécurité, de développement, de rapport à l'Afrique. On est dans la mondialisation alors que l'Europe est « inward-looking » : elle fabrique son marché, son Eurozone.

L'Europe doit définir ses biens communs : ce que nous partageons entre Européens et à l'échelle du monde (sécurité, développement). Ce sont des questions mondiales auxquelles on ne répondra pas seuls.

Il faut s'interroger sur la manière de recomposer notre espace car il est en morceaux :

➤ L'Eurozone

Le problème est le déficit des balances de paiement sur-accumulé, et la dissymétrie entre une puissance mondiale qu'est l'Allemagne et une France à la situation industrielle qui a pris du retard. Cette dissymétrie se traduit par créancier / débiteur. Je ne crois pas à la possibilité de sauver l'Eurozone sans se poser des questions sur les problèmes de la Division Internationale du Travail. Il faut investir en Grèce et en périphérie, moyennant des conditions de discipline et de bon comportement. Il faut convaincre les Allemands de l'utilité de cette démarche. Il faut inventer un concept de solidarité.

➤ La grande Europe, l'Europe à 27

Je suis convaincu qu'il est impératif que tous passent à la monnaie unique avec ces écarts de développement. Mais imaginer la solidarité et la division internationale et intra-européenne du travail, et la stratégie industrielle pour faire en sorte qu'on investisse. Sinon nous subissons l'hyper inégalité en Europe.

Ce n'est pas forcément dans le monde qu'il y a des disparités, il y en a aussi en Europe. Il est impossible de continuer à ne pas prendre en considération les Hongrois, les Polonais, alors qu'il faudrait plutôt travailler avec eux.

➤ L'extérieur

Peut-on laisser le froid qui s'est installé entre la Russie et l'Union européenne, alors qu'il faut voir à long terme ? Nous avons besoin de travailler avec le voisinage.

Pour autant, il ne faut pas sous-estimer la réforme institutionnelle. Il y a des problèmes de gouvernance immédiats. Il faut que les Européens étant dans une dynamique de mobilité vers l'extérieur soient représentés et puissent avoir leur mot à dire.

Il y a un problème de culture et un problème de conscientisation en Europe. Nous défendons nos valeurs de marché, de démocratie alors qu'elles sont bancales, et alors même que nous essayons de les recréer. Le problème de conscience se pose également partout dans le monde parce que le regain de violence est lié à des faiblesses culturelles très profondes.

En France, nous nous sommes exonérés d'une prise de conscience. L'Europe est une affaire de foi autant que de raison. Par foi, j'entends confiance, transcendance.

Conclusion du Président de Confrontations Europe à l'Assemblée générale du 20 juin 2017

Marcel GRIGNARD

Chers amis,

C'est en rendant hommage à Philippe Herzog que je souhaite commencer ce propos conclusif du colloque qui célèbre les 25 ans de Confrontations. Cette association lui doit beaucoup comme cela a été souligné par de nombreux orateurs au fil du colloque. Son apport dans nos réunions d'actualité, au comité de rédaction, au groupe conjoncture et prospective est précieuse, tout comme nos échanges en tête à tête en réponse à mes sollicitations.

Merci aussi à l'ensemble de l'équipe qui a fait et continue de faire bien et beaucoup avec peu de moyens, aux membres du CA, aux adhérents et à tous ceux qui nous soutiennent. C'est vous tous qui faites Confrontations.

Merci enfin à tous les intervenants, particulièrement brillants, qui se sont succédés au long de ce colloque.

Au lendemain de la phase électorale que nous venons de vivre, un vent d'optimisme souffle chez les Européens convaincus, ici et ailleurs en Europe. Nous avons élu un Président de la République qui s'affirme européen, veut faire bouger les lignes, souhaite une refondation du projet européen.

A la veille de la campagne électorale, il y a six à huit mois, nous disions à propos de l'Europe que la France avait une triple responsabilité :

- Engager les réformes dont notre pays a besoin, indispensable pour lui-même et pour lui permettre de renouer avec des compromis européens ambitieux.
- Tenir ses engagements et de ce fait crédibiliser sa parole.
- Prendre sa part dans la construction de notre futur européen.

C'est globalement la ligne affichée par le Président de la République et, comme cela a été dit avant moi, nous lui faisons à priori confiance et souhaitons que soient affinés contenu et priorité dans les innombrables chantiers qu'appellent ses déclarations.

Pour mémoire, une grande partie des sujets concernés sont des priorités de Confrontations :

- Conjoncture et prospective. Quel futur économique de l'Europe et dans le monde ? Structuration de l'UE, politique et gouvernance de l'euro, nature des échanges avec le reste du monde...
- Investissement de long terme ; industrie et régulation de la finance ; fiscalité...

- Economie numérique. Utilisation et protection des données, politique industrielle et d'innovation...
- Transition énergétique, Europe de l'énergie, marché du CO2...
- Entreprise durable en Europe articulant enjeux économiques, sociaux, sociétaux dans un développement inclusif...
- Investissement humain et mutations industrielles, économie circulaire...

Passer aux actes, redonner du souffle aux politiques européennes est autre chose que de belles envolées lyriques. Nous savons que rien n'est facile, ni la réduction de la dette grecque, ni la révision de la directive sur le détachement des travailleurs pour rester dans l'actualité.

Nous ne pouvons pas davantage oublier l'état de notre société. Les élections ont confirmé les multiples fractures (sociales, économiques, culturelles, territoriales...) qui la minent ; elles ont montré un pays politiquement déboussolé où tout est à faire pour réduire la défiance des citoyens vis-à-vis du personnel politique, réduire les fractures, progresser vers une société plus coopérative et plus sereine.

Il a été dit, un peu rapidement que notre pays était coupé en deux entre ceux qui voulaient l'ouverture et ceux qui choisissaient le repli. Il me semble plus juste de dire qu'il se clive entre ceux qui voient une opportunité à un monde ouvert et ceux qui craignent la globalisation (ou en subissent les outrances) et voient dans le protectionnisme un substitut à une protection sociale (au sens large) qui s'effiloche. Et il est probable que les raisons de ce clivage valent largement pour expliquer ceux qui s'expriment sur la question européenne.

Nous sommes favorables au libre-échange et à l'économie de marché et considérons que les entreprises sont des lieux essentiels au développement économique ; communautés humaines, elles n'ont ni toutes les qualités que certains leurs accordent ni tous les défauts que d'autres leurs prêtent. Mais nous attendons du marché unique européen qu'il assure, dans tous les domaines, une concurrence équitable et qu'il préserve les biens communs. A ces conditions, nous parviendrons à dépasser les antagonismes dont je viens de parler.

Cela signifie, comme cela a été dit cet après-midi, que l'Europe doit se doter d'une vision de ce qu'elle veut être et de ce qu'elle veut être dans le monde. Une Europe qui :

- Agit sur son territoire et dans le monde pour de nouvelles solidarités, refuse que les uns profitent des opportunités d'un monde chamboulé quand les autres doivent en payer risques et conséquences.
- Investit dans le développement économique et industriel, humain, environnemental dans un marché unique conciliant libre circulation et conditions sociales et concurrentielles équitables.
- Développe une politique d'échanges prenant en compte les exigences européennes en matière environnementale, sociale, fiscale...

Proposer une vision est indispensable, ce ne sera cependant pas suffisant pour rétablir la confiance.

Il faut marcher sur deux jambes, celle du compromis politique européen, celle de la méthode pour y parvenir.

De ce point de vue, la proposition d'Emmanuel Macron d'organiser des « conventions citoyennes » partout en Europe nous semble une opportunité à ne pas rater.

C'est en effet un moyen pour prendre à bras le corps la crise politique et démocratique à laquelle nous faisons face et, ainsi, faire refluer les risques radicaux et populistes. C'est aussi le moyen d'associer les citoyens dans la construction de la réponse à la question « que voulons-nous, nous Européens, partager et faire ensemble ? ».

Il y a selon nous plusieurs conditions à réunir pour réussir l'exercice de ces « conventions citoyennes »

Faire partout en Europe, mais pas dans une démarche descendante institutionnelle uniforme. Il faut décider de modalités adaptées aux réalités et attentes nationales ce qui n'empêche nullement de faire converger vers une dimension européenne pour « faire ensemble en Europe ».

En France, il faudrait les organiser aux niveaux des collectivités locales pour toucher tous les citoyens. Il n'y aurait aucun intérêt à faire discuter entre eux les Européens convaincus. Il faut écouter, entendre ceux qui ont doute, désaccord, pour certains depuis Maastricht, et qu'on n'a pas beaucoup cherché à comprendre. En évitant le verrouillage des discussions par les tenants de dogmes quels qu'ils soient.

Il faudrait y associer les organisations de la société civile : associations, associations agissant sur le terrain de l'Europe, organisations syndicales et professionnelles, entreprises, collectivités... Elles sont des intermédiaires entre la représentation politique et les citoyens. En France, le monde politique s'en méfie alors qu'elles peuvent participer à la redynamisation de la démocratie et au dépassement de la crise du politique.

Ce ne doit pas être une simple consultation. Il faut créer une démarche délibérative qui s'inscrit dans la durée. C'est pourquoi il nous semblerait opportun que le gouvernement mette en place un comité de pilotage organisé en collèges (citoyens, organisations de la société civile, élus nationaux et européens...) pour assurer continuité, contenu et qualité du processus, éviter son institutionnalisation.

Nous n'avons pas encore décidé de la manière dont nous allons saisir le Président de la République et/ou le gouvernement. Nous pensons proposer à d'autres associations, aux adhérents de Confrontations d'appuyer nos propositions.

Enfin, dans le mandat qui s'ouvre à l'Assemblée Nationale, nous souhaitons que la représentation nationale aborde enjeux nationaux et enjeux européens dans une approche globale et cohérente. Faire de la politique européenne un prolongement, une plus-value européenne aux politiques nationales, qu'elle ne soit plus vécue comme une démarche administrative descendant de Bruxelles. Démarche couplée aux « conventions citoyennes », on parviendra à un projet européen dans lequel les citoyens se reconnaissent et dans lequel ils ont envie de s'investir.

Il ne faut pas que le souffle d'optimisme retombe. Plus que jamais, il faut réussir. Confrontations a besoin de vous, a besoin de nouveaux adhérents. Nous comptons sur vous.

Je vous remercie.